

Rentrée des classes/Pagaille

## L'UOB désavoue le gouvernement

Après l'annonce de la rentrée des classes par le gouvernement, fixée au 31 octobre dans le Supérieur, les autorités de l'UOB viennent de balayer du revers de la main la décision gouvernementale, en arrêtant le début des cours pour le 03 janvier 2017.

**Merlin Mbina**

**N**ouveau cafouillage dans le domaine scolaire au Gabon. Après les attermoissements observés autour de la fixation d'une date de rentrée des classes dans l'enseignement des premier et second degré, c'est au tour de l'Enseignement supérieur de se fourvoyer dans le pilotage à vue qui rend compte de l'amateurisme en matière de gestion de la chose publique au Gabon. Consciente de l'ensemble des anomalies qui rendent irréalisable, voire impossible la reprise des cours la semaine prochaine, l'administration de l'UOB n'a pas voulu faire dans le déni de réalité. Ainsi, depuis lundi de la semaine en cours, les membres des différentes directions se réfèrent à la situation de l'année écoulée, qui avait été interrompue au motif de l'organisation de l'élection présidentielle du 27 août dernier. Les directeurs de département ont pour mission de délibérer tous les résultats, avant que ne démarre la campagne d'inscriptions et de réinscriptions.



Le recteur de l'UOB, Marc Louis Ropivia, vient de déjuger à nouveau, son ministre de tutelle Denise Mekam'ne.

Au regard de l'ampleur du travail à réaliser (qui nécessitera au moins deux mois), les autorités universitaires, plus réalistes que le gouvernement, ont dû fixer la rentrée universitaire au 03 janvier 2017, prenant à contre-pied le communiqué du gouvernement amateuriste d'Issoze Ngondet.

Malgré ces errements entre le gouvernement et l'administration de la première université gabonaise, une troisième voix est à prendre en compte pour l'effectivité et la réussite de la reprise des cours : les syndicats. En effet, le Snc, principal syndicat de l'Enseignement supérieur, réuni en assemblée générale la semaine dernière, a conditionné la rentrée des classes à la satis-

faction du cahier des charges. Et les étudiants pour leur part menacent de monter au créneau si les autorités rectorales ouvrent les salles de classe sans avoir, au préalable, procédé à la réouverture de la cité universitaire. Des revendications généralisées qui, à coup sûr, risquent de perturber une année universitaire, déjà hantée par le spectre de l'élection présidentielle et ternie par les sirènes de l'organisation de la Can au Gabon. On se demande alors si cette rentrée universitaire à l'UOB verra le jour cette année. L'espoir fait vivre, mais nous sommes dans un pays mou-touki, où l'improvisation l'emporte sur la réflexion.